



SCOLARITÉS ENFiP ET MAINTENANT ? OSONS !



Depuis plus de quinze jours, la crise sanitaire ne cesse de produire ses effets à travers tout le pays bouleversant nos modes de vies et de fonctionnement. Les mesures de confinement se sont peu à peu étendues pour tenter de ralentir la progression de l'épidémie ne laissant au front que ceux dont la présence absolument nécessaire est organisée dans le cadre d'un plan de continuité de l'activité.

DES ÉQUIPES DE L'ENFiP MOBILISÉES ET RÉACTIVES DANS UN CONTEXTE INÉDIT

Comme l'ensemble des directions de la DG-FiP, l'ENFiP a été amenée à prendre des décisions délicates dont la fermeture inédite de tous les établissements de formation et à s'appuyer sur la réactivité et l'engagement de ses équipes, tant administrative que pédagogique, pour proposer en urgence aux stagiaires des modalités de travail à distance.

Certes les modalités techniques butent sur des infrastructures dont nous dénonçons l'inadaptation depuis longtemps et ne permettent que très imparfaitement aux stagiaires chargés de famille de poursuivre leur scolarité. Ces initiatives auront au moins eu le mérite de maintenir du lien et du sens

pour éviter de passer cette année par pertes et profits.

Les évaluations et donc la validation des scolarités sont désormais bouleversées et les conditions de stage pratique compromises dans un réseau accaparé par le plan de continuité de l'activité et demain un indispensable plan de reprise.

Les interrogations autour du logement, du matériel informatique ou d'éventuelles conséquences financières de cette crise sanitaire alimentent à bon droit les inquiétudes et interrogations de stagiaires.

Assurément ces scolarités ne pourront être comparées à aucune autre.

SANS PUBLICITÉ, F.O.-DGFIP DANS L'ACTION À VOS CÔTÉS

Depuis le début de la crise, **F.O.-DGFIP** n'a eu de cesse d'intervenir à tous les niveaux pour protéger la santé des stagiaires comme des personnels, contribuer à l'amélioration des dispositifs, signaler les difficultés, renforcer l'information à destination des stagiaires, défendre des situations individuelles ou d'anticiper les conditions de reprises éventuelles.

Nous entrons désormais dans une autre phase.

Le confinement prolongé, et qui le sera probablement encore, appelle désormais des dispositions d'une autre ampleur.

À CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES, DÉCISIONS EXCEPTIONNELLES.

A circonstances exceptionnelles, décisions exceptionnelles.

Il faut désormais envisager, comme nous y autorise les ordonnances, les mesures exceptionnelles de nature à permettre l'intégration de tous les stagiaires dans le collectif DGFIP, avec un accompagnement renforcé pour faciliter les prises de postes.

Il n'est plus temps de se retrancher derrière des règles dont les circonstances interdisent l'application.

Aucun stagiaire ne doit subir de préjudice, quel qu'en soit la nature, à raison d'un contexte sanitaire dont ils sont, comme d'autres mais autant que d'autres, les victimes.

De la même manière les décisions d'interruption de scolarité ou de redoublement doivent impérativement être circonscrites à la seule sanction des abus manifestes ou des manquements déontologiques avérés.

De telles décisions, loin d'affaiblir La DGFIP, lui permettrait au contraire de sortir renforcée de la crise sanitaire.

IL Y A URGENCE À OSER !

C'est la raison pour laquelle **F.O.-DGFIP** a décidé de saisir le Directeur Général et de lui adresser le courrier ci-contre.

Désormais il y a urgence à oser ! Il y urgence à s'adapter parce qu'en effet rien n'est déjà plus comme avant !

LE COURRIEL DU DIRECTEUR DE L'ENFiP

A : Toutes organisations syndicales

lundi 30 mars 2020, 09:29

Objet : Déroulement des scolarités

Bonjour,

Vous êtes nombreux à nous contacter pour nous demander des informations sur la poursuite de la scolarité des contrôleurs et inspecteurs stagiaires et nous alerter sur la situation de certains d'entre eux.

Les questions que vous posez retiennent actuellement toute notre attention, en lien avec l'administration centrale.

Nombre d'entre elles sont directement liée à la durée du confinement, dont nous venons tous d'apprendre qu'elle est prolongée de 15 jours.

Nous ne sommes pas actuellement en mesure de vous apporter de réponses claires et définitives, les arbitrages n'étant pas encore rendus dans ce contexte nouvellement précisé mais encore susceptible d'évoluer.

Sachez que nous faisons tout actuellement pour permettre aux stagiaires de poursuivre à distance l'acquisition des connaissances de leur programme de formation, et que nous allons resserrer nos liens avec eux via des échanges plus approfondis et structurés, grâce aux enseignants. Cette relation plus étroite nous permettra de leur apporter une écoute plus attentive et une rassurance plus personnalisée.

Protégez vous bien

Bien cordialement

Michel RAMIR



Paris, le 31 mars 2020

Monsieur Jérôme FOURNEL
Directeur Général des Finances Publiques
Télédoc 341
Ministère du Budget
139 rue de Bercy
75572 PARIS Cedex 12

Réf : HF/CP

Monsieur le Directeur Général,

La crise sanitaire que nous traversons a des conséquences importantes sur le fonctionnement de nos services, les conditions de travail de nos agents qui témoignent comme toujours d'un sens aigu de l'intérêt général et d'un profond attachement au service public. Elle aura probablement aussi des conséquences considérables sur l'économie.

Cette crise est également venue percuter de plein fouet le déroulement des scolarités en cours et à venir dans les établissements de l'ENFiP.

Nous nous félicitons de la décision de fermeture de l'ensemble des établissements pendant la période de confinement. Si ce scénario n'était pas celui initialement privilégié, il est indubitablement à verser au nombre des mesures de protection indispensables.

Nous saluons la mise en œuvre avec une réactivité, hélas bridée par le manque de moyen mais avec un engagement total des équipes de l'ENFiP, au siège comme dans les établissements, administratifs et chargés d'enseignement, de dispositifs permettant aux stagiaires de continuer à suivre à distance, tant bien que mal, un certain nombre d'enseignements.

Tous n'auront pu, hélas, bénéficier des mêmes conditions de mise en œuvre pour des motifs techniques liés à l'insuffisance des infrastructures maintes fois dénoncées ou du fait de leur charge de famille les plaçant simultanément dans la position de stagiaire officiel et d'enseignants amateurs.

Aujourd'hui la durée du confinement n'est pas encore définitivement arrêtée et partant la possibilité d'une reprise des scolarités reste à ce stade une hypothèse. Néanmoins les promotions concernées auront assurément suivi une scolarité atypique.

Nul ne sait, à l'heure actuelle, dans quelles conditions elles pourront continuer de se dérouler ou débiter, les conditions dans lesquelles les évaluations pourront intervenir et les stages pratiques se dérouler dans des services organisés selon les dispositions du plan de continuité de l'activité et demain soumis aux difficultés évidentes d'un redémarrage.

Tout cela aura nécessairement des conséquences individuelles et collectives, professionnelles et personnelles, pour les stagiaires concernés.

À circonstances exceptionnelles, décisions exceptionnelles.

Je vous demande donc Monsieur le Directeur Général, d'envisager d'ores et déjà les mesures exceptionnelles de nature à permettre l'intégration de ces stagiaires dans la communauté DGFIP, avec un accompagnement renforcé, sans se retrancher derrière des règles dont les circonstances interdisent l'application et sans qu'aucun d'eux n'ait à subir de préjudice à raison d'un contexte sanitaire dont ils sont, comme d'autres mais autant que d'autres, les victimes.

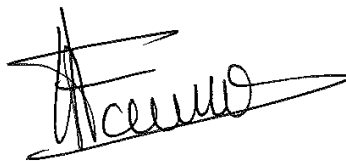
Je vous demande également de circonscrire à titre exceptionnel les décisions d'interruption de scolarité ou de redoublement à la seule sanction des abus manifestes ou des manquements déontologiques avérés.

Je vous demande en outre de permettre l'entrée en scolarité des agents administratifs future de manière décalée et le cas échéant sur l'ancien format de six semaines en reportant d'une année la mise en œuvre de la nouvelle scolarité.

Je vous réitère enfin ma demande d'appel à l'activité de l'intégralité des listes complémentaires de concours.

Avec de telles marques de solidarité, la DGFIP, loin de s'affaiblir, sortirait grandie de l'épreuve que nous traversons.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur Général, en l'assurance de ma respectueuse considération.



Hélène FAUVEL
Secrétaire Générale

Syndicat National Force Ouvrière des Finances Publiques
45-47, rue des Petites Écuries 75010 PARIS

Téléphone : 01.47.70.91.69 • Télécopie : 01.48.24.12.79 • e-mail : contact@fo-dgfip.fr • web : <http://www.fo-dgfip.fr>

Signalez toute difficulté par courriel à
contact@fo-dgfip.fr